

EMPLOI : les vraies solutions

Le chômage gangrène la société française depuis plus de trente ans. Résultat, près de 5 millions de demandeurs d'emplois aujourd'hui. Les salariés de l'industrie en sont les premières victimes. Ils subissent lourdement les restructurations exigées par les actionnaires et les erreurs stratégiques des grands groupes, des décideurs publics.

Notre pays a subi la perte de 750 000 emplois industriels ces dix dernières années, défigurant économiquement et socialement des régions entières. Depuis des semaines, le massacre industriel reprend de plus belle : près de 100 000 emplois industriels sont menacés, près de 300 000 avec les emplois induits. Des milliers d'intérimaires ont été jetés au chômage.

Dans ce contexte, 98 patrons du CAC 40 osent exiger de nouvelles baisses de charges sociales, au nom de la compétitivité alors qu'ils imposent l'austérité aux salariés.

L'austérité signifie des licenciements, la casse des acquis, une précarité généralisée, des conditions de travail dégradées.

Depuis l'élection de François Hollande, aucune mesure coercitive n'a été votée au parlement pour interdire les licenciements par les entreprises qui versent des dividendes à leurs actionnaires, aucune loi donnant des droits et des pouvoirs nouveaux aux salariés pour s'opposer aux stratégies patronales.

Pire, en reprenant les préconisations du rapport Gallois, le gouvernement fait un cadeau de 20 milliards aux patrons. Il fait payer ce cadeau par une augmentation de la TVA qui va réduire, une nouvelle fois, le pouvoir d'achat des Françaises et des Français.

Le groupe communiste Front de gauche, à l'assemblée nationale exige que ces lois soient examinées en toute urgence et qu'une commission d'enquête sur la politique industrielle soit mise en place, sans délais.

Ce n'est pas le coût du travail qui tue l'emploi, c'est le coût du capital

En effet, jamais les richesses créées par le travail n'ont jamais été autant détournées



Les chiffres clés

- **750 000 emplois industriels détruits en 10 ans. Bravo la droite !**
- **Salaire annuel brut moyen pour un plein temps (services et industrie)**
 - France : 32 826 euros
 - Allemagne : 43 942 euros
- **Progression comparée de la masse salariale et des dividendes depuis 1981**
 - Masse salariale multipliée par 3,6
 - Dividendes multipliées par 20



Les propositions pour l'emploi et l'industrie

- **Le vote d'une loi pour interdire les licenciements boursiers**
- **Le remboursement des aides publiques par les entreprises qui licencient**
- **La taxation sur la réimportation des productions délocalisées**
- **La suppression de la niche « Copé », la baisse de l'abattement sur le montant des dividendes perçues, la taxation des compagnies pétrolières**
- **La création d'un pôle public financier**
- **Un salaire minimum à 1700€ et une augmentation générale des salaires pour assurer une vie digne avec un salaire décent.**

pour maintenir des taux de profits à deux chiffres au détriment des salaires, des investissements ou de la recherche !

Le ministre Montebourg peut bien multiplier les déclarations ou les déplacements sur les sites menacés dans la sidérurgie ou l'industrie pharmaceutique, il ne pourra rien contre cette implacable logique des licenciements boursiers et financiers !

La politique du gouvernement n'est pas du tout à la hauteur. Il ne doit pas accepter le diktat du Medef: ils sont 98 et nous, nous sommes 98% à vivre de notre travail quand 2% pillent les richesses de notre pays !

Le Parti communiste français se bat pour que soit menée en France une véritable politique industrielle, moderne, durable et planifiée.

Non, l'industrie ne symbolise pas le passé !

L'État doit, en ce sens, porter une vraie ambition industrielle avec de grands projets structurant des filières et revitalisant les régions : un pays qui ne produit plus de richesses ne peut plus coopérer, ni investir dans l'éducation, la santé et de grands services publics.

En ce sens, la mobilisation de crédits publics, la prise de pouvoir majoritaire de l'État dans les conseils d'administration, voire la nationalisation doivent se concevoir et se réaliser dans une optique nouvelle, celle de changer de cap. Cela nécessite des droits d'intervention, de contrôle des salariés pour d'autres critères de gestion répondant à l'intérêt national.

Ensemble, luttes sociales et combats politiques vont nous permettre de faire reculer les prétentions de la droite et du patronat, imposer au gouvernement le vote de lois pour l'emploi et la tenue en urgence des assises de l'emploi industriel.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :